

Liên Hoang-Ngoc

Sarkonomics

Grasset

Table des matières

1. Les travailleurs tu exploiteras
2. Les chômeurs tu stigmatiseras
3. La précarité tu répandras
4. Les vieux tu feras travailler
5. La faillite de l'Etat tu simuleras
6. Les bijoux de famille tu braderas
7. Des paquets fiscaux aux riches tu offriras
8. Les pauvres et les malades tu feras payer
9. Ton peuple tu ne consulteras pas
10. Tes habits neufs à la gauche tu prêteras

Tels sont les dix commandements de la Sarkonomics...

La nouvelle droite, cuvée Nicolas Sarkozy, est en bouteille depuis un an. Son récoltant a su, en apparence, procéder au mélange équilibré des cépages bonapartistes, légitimistes et orléanistes¹. Après dégustation, la cuvée 2007 dégage pourtant en bouche un accent légitimiste prononcé.

La droite légitimiste est celle qui, à la chute de Napoléon 1^{er}, sous Louis XVIII, puis Charles X, cherche à restaurer les privilèges abolis par la Révolution. Selon René Rémond, « elle n'existe plus guère que comme survivance archaïque et davantage comme école de pensée que comme expression d'une force politique »². « Comme école de pensée », elle influence pourtant subrepticement les projets néo-conservateurs d'un chef d'Etat qui usurpe outrageusement le trône du modernisme. Elle légitime aussi les privilèges économiques des nouveaux rentiers, qui fuient l'impôt républicain comme les émigrés fuyaient la Révolution. Les réformes fiscales qu'elle inspire leur permettront de transmettre à leurs héritiers un patrimoine reconstitué grâce aux dividendes du nouveau capitalisme.

La droite orléaniste, sous Louis-Philippe, est celle du compromis entre la Monarchie et la République. Un tel compromis est très tôt recherché après la Révolution par la famille feuillantine, formant l'aile droite du club des Jacobins, jusqu'à ce qu'elle soit répudiée après la fuite à Varenne en 1791. La droite orléaniste est une droite libérale. Elle détient la paternité du projet centriste, dont François Bayrou revendique l'héritage. Fédérée en 1978 dans l'UDF créée par Valéry Giscard d'Estaing, elle est de nos jours divisée entre les ralliés à l'UMP et les frères ennemis du Mouvement démocrate et du Nouveau Centre.

Depuis 1945, la droite française est dominée par la famille bonapartiste, recomposée par le Général De Gaulle contre l'occupant. Les bonapartistes ne sont pas toujours des conservateurs. Bonaparte lui-même est un ancien Montagnard. C'est avec les forces progressistes de la France libre que De Gaulle forge lui-même au sein du Conseil National de la Résistance le compromis de 1945. La France du général De Gaulle est bien plus socialiste que la Grande Bretagne de Tony Blair. Elle fait

¹ Ces catégories, désignant les grandes familles de la droite française, sont empruntées à René Rémond, *Les Droites en France*, Aubier, 1954.

² « René Rémond et ses droites françaises », entrevue avec Frédéric Fritscher et Alexis Lacroix, *Le Figaro*, 6 octobre 2005.

émerger quelques « îlots de socialismes » tels que la sécurité sociale, la politique industrielle, et les services publics. Elle est laïque et anti-atlantiste.

La cuvée 2007 a l'apparence du gaullisme. Elle en conserve la méthode de fabrication (la recherche de l'union nationale rebaptisée « ouverture »), mais elle n'en a plus le goût. Le Sarkozysme est communautariste et revendique le rapprochement avec Londres et Washington. Son seigneur se fait nommer chanoine par le Pape Benoît XVI. Il décerne la médaille d'or à Guy Mocquet pour mieux railler l'œuvre sociale des Résistants. La principale cible du Sarkozysme est l'Etat social, édifié au temps du Général. La rupture « sans complexe » qu'il entend incarner aura des répercussions sur la stratégie industrielle, le droit du travail, le système de protection sociale, le système fiscal et le système éducatif qui caractérisaient l'exception française. La nouvelle droite s'appuie sur un discours économique néo-libéral pour pratiquer une véritable politique de classe en faveur des nouveaux rentiers. Cette rupture ne date pas du 6 mai 2007. Elle est explicitement à l'œuvre au sein de la famille bonapartiste depuis 1993, lorsque Edouard Balladur, déjà flanqué de Nicolas Sarkozy, nommé Ministre du budget, triomphe de la ligne incarnée par Charles Pasqua et Philippe Séguin. Elle fut autorisée par Jacques Chirac en personne, avant même la première cohabitation de 1986, pour capter le vote des nouvelles élites séduites par les idées libérales de l'UDF. La rupture avec le gaullisme se produit exactement le 6 décembre 1978, au soir de l'Appel de Cochin³, où celui qui est parfois présenté comme le dernier des gaullistes fustige « le parti de l'étranger ». L'attaque vise le parti fondé par Valéry Giscard d'Estaing, en campagne pour la première élection des députés européens au suffrage universel de juin 1979. Mais, le discours anti-européen de Cochin laisse indifférentes les nouvelles classes dominantes. L'ancien Premier ministre de Giscard d'Estaing se met dès cet instant à la nouvelle mode. Il répudie Marie-France Garaud et Pierre Juillet de son proche entourage. Il fonde le RPR, puis crée, deux décennies plus tard, l'UMP, machines électorales construites par ses propres soins pour broyer l'UDF aux fins d'en récupérer l'électorat et le programme. L'UMP, une fois conquise par Nicolas Sarkozy, aura pour tâche supplémentaire de récupérer l'électorat de la droite néo-poujadiste. Quant au fond de sa politique économique, le parti de la nouvelle droite

³ L'appel fut lancé de l'hôpital Cochin, où Jacques Chirac était soigné suite à un accident de voiture survenu le 26 novembre.

subit l'influence du lobby patronal, au sein duquel les idéologues du nouveau capitalisme de la rente ont succédé aux défenseurs de l'entreprise familiale chère au CNPF d'Yvon Gattaz.

Les élites de la mondialisation n'ont rien à voir avec leurs ancêtres légitimistes, fins de race de l'Ancien régime de la propriété terrienne. En 1998, c'est pourtant un authentique Baron pontifical, conscient de l'opportunité offerte par la revanche des actionnaires, ces rentiers du capitalisme, d'instaurer à nouveau des privilèges, qui fonde le MEDEF pour faire l'apologie d'une véritable contre-révolution. Pour éviter qu'elle ne paraisse trop évidente, cette restauration est baptisée « refondation sociale ». Provocant à l'excès, Ernest Antoine Seillière de Laborde cédera sa place à la main de fer, gantée de velours, de Laurence Parisot. Les nouveaux rentiers ne tirent pas leurs privilèges de la propriété terrienne, mais de la détention et de la gestion d'actifs financiers. Méprisés comme nouveaux riches par l'aristocratie traditionnelle, ils affichent ostensiblement leur réussite, copiant en cela leurs idoles du Nouveau Monde. Ils assoient leur pouvoir en aliénant ceux qu'ils exploitent et qu'ils font rêver, aidés en cela par des promoteurs de pavillons, de téléphones portables et de chaînes télévisées, diffusant de nouveaux jeux du cirque et propageant de puissants opiums du peuple. La droite néo-légitimiste se distingue aussi de la droite légitimiste traditionnelle pour avoir compris qu'elle ne peut, en République, conquérir durablement le pouvoir autrement que par le suffrage universel. Elle doit donc se faire aimer du peuple qu'elle méprise. Avec l'appui d'une presse qu'elle voudrait mettre aux ordres, la nouvelle droite est devenue « populaire » en menant une bataille idéologique sans complexes, faisant passer aux yeux du téléspectateur de TF1 les vessies pour des lanternes. Telle est d'ailleurs la fonction sociale de l'idéologie dominante, à moins que ses apôtres, fanatisés, ne soient pourvus, comme l'aurait dit Althusser, d'une fausse conscience de la réalité, à défaut d'en avoir mauvaise conscience. Au nom de la lutte contre « l'immobilisme », les « réformes » organisant la régression sociale généralisée sont présentées comme les attributs d'une politique « moderne ». Succombant à ces sirènes, la gauche s'est mise à faire une campagne royaliste carrément néo-conservatrice, la conduisant à la défaite du 6 mai 2007. En acceptant la pertinence des thèmes de campagne de la droite, sa candidate a fini par les légitimer un par un. Sur ce terrain, la majorité des électeurs optait logiquement pour le candidat le plus crédible.

Cet ouvrage oppose à l'idéologie de la nouvelle droite le discours économique et social dont sont orphelins des millions de citoyens. Il peut être une contribution à la refondation de la gauche qui s'amorcera inévitablement, un jour ou l'autre. Dix chapitres courts déconstruisent pédagogiquement les versets les plus prononcés de la religion économique néo-conservatrice, parfois prêchée, à gauche, par les apôtres néo-girondins d'une autre rénovation, à tort qualifiée de sociale-démocrate. De part et d'autre, on invoque ainsi la « revalorisation du travail et la lutte contre l'assistanat », la recherche d'un compromis « gagnant-gagnant » autour de la « flexicurité » du marché du travail, le « désendettement et la réforme de l'Etat », la « critique de la carte scolaire » ou encore « l'autonomie des universités », qu'on veut livrer à la corporation d'Ancien régime des Présidents d'universités !

Le clivage entre conservateurs et progressistes se situe, certes, sur les questions sociétales où le retour des thèses les plus réactionnaires sur l'héritage génétique, comme cause des comportements déviants, est notamment à l'origine de propositions sécuritaires des plus discutables pour juguler la délinquance juvénile. La nouvelle droite en profite au passage pour vouer mai 68 aux gémonies. Elle n'hésite plus à promouvoir le fichage ethnique et à agrémenter ses discours et ses lois sur l'immigration de « détails »⁴ que l'extrême droite trouve immanquablement croustillants. Un tel tournant est remarquable car une partie de la famille libérale, rassemblée dans l'UDF, avant de rallier l'UMP, était traditionnellement progressiste sur les questions de société, comme lors de la bataille du droit à l'avortement, remportée avec panache par Simone Veil. Le libertarien Alain Madelin, partisan de la dépénalisation des drogues douces et de la libéralisation des mœurs, rejoindrait sur les questions sociétales nombre de militants d'extrême gauche.

Mais le véritable fossé qui sépare néo-conservateurs et progressistes prévaut sur le terrain économique et social. Les chapitres qui suivent placent la redistribution des richesses produites par le travail au cœur du projet politique qu'une gauche digne de son nom doit reconstruire. Dans le capitalisme actionnarial qui s'est imposé, le partage des revenus est devenu excessivement défavorable aux salaires, en France plus qu'aux Etats-Unis, en contradiction totale avec la théorie de la valeur-travail, que tous nous invitent pourtant à redécouvrir.

⁴ Lors de son discours au Conseil National de l'UMP du 6 octobre 2007, François Fillon qualifia de « détail » l'amendement à la loi sur l'immigration proposant les tests ADN pour autoriser le regroupement familial.

« Chiche » ! répondons-nous dans cet ouvrage, qui relève le défi de considérer que le travail de l'Homme pour domestiquer la nature est, depuis les premiers temps de son Histoire, la seule source de création de valeur. Dans cette hypothèse, le profit, qui alimente la nouvelle rente, ne rémunère aucun travail. Il est un prélèvement sur le produit du travail du salarié, dont l'exploitation, seule, est à l'origine de la richesse des actionnaires. Le retour du discours de droite sur la valeur-travail est d'autant plus étonnant que les idéologues du nouveau capitalisme ont, au cours de la dernière décennie, théorisé que le fait d'acheter et de vendre une action (le propre de l'activité spéculative) était en tant que tel devenu source de création de valeur. La fusion-acquisition purement financière, sans investissement dans l'économie réelle, suffirait à faire pousser de la richesse... Le capital créerait donc de la valeur, tout comme la terre était « la seule mère de la richesse », chez les économistes physiocrates⁵ qui faisaient, sous Louis XV, l'apologie d'un ordre naturel respectueux du propriétaire foncier et du fermier. Ces encyclopédistes éclairés n'en recommandaient pas moins au despote éclairé de prélever l'impôt sur les propriétaires. Dans le nouveau régime, celui des propriétaires d'actifs financiers, un cercle d'économistes condamne aujourd'hui toute politique qui s'attellerait à taxer le capital car celui-ci, censé « créer de la valeur pour l'actionnaire », délocaliserait alors ses bases fiscales. Malgré la propagande faite par tous les cercles de la raison, il subsistait quelques bonnes raisons pour que le peuple des authentiques travailleurs puisse ne point adhérer à ce discours. A l'approche de l'échéance présidentielle 2007, le risque électoral de l'apologie trop voyante du nouvel ordre économique ne pouvait qu'amener son héraut à travestir la théorie de la valeur-travail. On fit alors passer les cigales pour des fourmis, auxquelles tout un chacun était appelé à s'identifier : le capitaliste devenait un travailleur laborieux, rêvant d'entreprendre et de transmettre à ses enfants le fruit du travail de toute une vie.

John Maynard Keynes⁶ avait, dès 1936, ridiculisé la vieille idéologie conservatrice assimilant le rentier à l'entrepreneur. La mise en œuvre de ses idées favorisa trente glorieuses années de croissance, au cours desquelles « l'euthanasie du rentier » (*dixit* Keynes) permettait à l'entrepreneur et au travailleur (que Keynes, membre du Parti libéral, méprisait profondément) de faire relativement bon ménage.

⁵ François Quesnay, *Tableau économique*, 1759.

François Quesnay, Victor Riqueti, marquis de Mirabeau, *Théorie de l'impôt*, 1760.

⁶ John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie* (1936), Payot, 1985.

Mais en toute rigueur, dans l'histoire de la pensée économique, la théorie de la valeur-travail est celle qui fut inaugurée par les économistes classiques Adam Smith⁷ et David Ricardo⁸ et qui est reconsidérée par Karl Marx⁹ dans *Le Capital*¹⁰. A l'époque du retour en grâce de l'éthique de la besogne, la découverte de ce qu'il convient d'appeler la *théorie économique de la valeur-travail*, loin de s'avérer anachronique, permettra au profane de désacraliser les dix commandements de la *Sarkonomics*, pâle succédané de la *Reaganomics* que célébraient, il y a près de trente ans, les néo-conservateurs américains dont le pouvoir est à nouveau contesté.

⁷ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), Flammarion, 1991.

⁸ David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), Flammarion, 1992.

⁹ La regrettée économiste postkeynésienne de Cambridge Joan Robinson disait de Karl Marx qu'il est « le dernier des classiques ».

¹⁰ Karl Marx, *Le capital, livre 1* (1867), *livre 2* (1885), *livre 3* (1894), Editions sociales, 1977.